

123399

1430

Archevêché de Montréal,

22 mai, 1917.

SIR ROBERT BORDEN.

Premier ministre du Canada.

OTTAWA.

Cher Sir Robert,

L'accueil bienveillant que vous avez toujours fait à mes demandes ou à mes respectueuses observations, m'inspire de vous écrire dans les graves circonstances que nous traversons.

Vous savez l'attitude loyale prise par l'épiscopat de la Province de Québec, dès le début de la guerre. Les autres évêques du Dominion ont pensé et agi comme nous. Nous avons dit à notre peuple que l'Angleterre pouvait compter à bon droit sur

notre concours en hommes et en argent.

Les hommes se sont enrôlés, ils sont allés sur les champs de batailles, et s'y sont illustrés par une bravoure que la France et l'Angleterre ont louée plus d'une fois. Il y en eut ainsi plus de 400,000, qui ont répondu librement à l'appel. Vous en voudriez encore 50 ou 100,000. Mais, est-ce bien ce nombre de soldats qui influera définitivement sur le sort de la guerre? Ne croyez-vous pas vraiment que, étant donné notre population de sept millions à peine, nous avons fait notre part généreusement? Des hommes très sages, très sérieux, le pensent; et a-t-on une opinion différente à Londres, si l'on se rend un compte exact de notre situation économique, du besoin d'ouvriers pour la culture de nos terres, et pour nos multiples industries?

Nous avons maintes fois entendu ce mot prononcé par d'éminents anglais, apparemment très au courant des choses de la guerre: "Ce qu'il nous faut, c'est des vivres plutôt que des hommes." Est-ce qu'on se trompait? Aujourd'hui, on demande des hommes et encore des hommes pour combattre au front. Les Etats-Unis, entrés depuis peu dans le conflit, fourniront leur contingent, qui sera considérable. Pour nous, nous sommes à l'oeuvre depuis trois ans. Il avait toujours été entendu que l'enrôlement serait volontaire. Vous n'avez vous-même, Monsieur

le ministre, écrit que telle était bien la politique du gouvernement et que vous y teniez. Nous, évêques, nous avons donné à nos populations, cette assurance. Elles se sont appuyées sur nos paroles et ne manqueront pas de nous les rappeler. A la demande de quelques-uns de vos ministres, nous avons écrit des lettres au clergé ou aux fidèles pour leur conseiller de remplir et signer les cartes du service national, parce qu'il n'y avait aucun rapport entre ces cartes et la conscription. Les ministres ont même fait des déclarations officielles à ce sujet.

Or, maintenant, Monsieur le ministre, une mesure de conscription est annoncée. Je vous avoue que j'en redoute les conséquences. L'excitation est grande dans le peuple. Les articles des journaux ne sauraient seuls nous donner une idée vraie de l'opinion. Dans la Province de Québec, en particulier, on pourra s'attendre à des soulèvements déplorables. On annonce des assemblées de protestation. Les émeutes ne seront pas improbables. Est-ce qu'on n'ira pas jusqu'à l'effusion du sang?

Pour aider encore plus que nous l'avons fait, à la victoire des alliés, contre l'Allemagne, faudra-t-il encore nous exposer à des guerres intestines au sein même de notre pays? On a devant les yeux l'exemple de l'Australie? Ne serait-ce pas acte de présomption de l'insulter et de consulter le peuple par voie de referendum sur une question d'une telle gravité?

C'est ce que j'entends autour de moi, et je vous le répète, vous priant de voir dans mon acte une preuve de la confiance que j'ai en votre amitié et de mon désir ardent d'éviter à sa patrie des jours sombres et malheureux, dont le souvenir ne s'effacera pas de sitôt. Je veux le triomphe de la justice et de la civilisation sur la cruauté et la barbarie, mais, j'aurais horreur de ce qui compromettrait à jamais peut-être, le bonheur et la paix du Canada. Déjà, nous avons, ce me semble, assez de misères et de luttes inévitables. Que la Providence nous épargne de nouvelles tristesses!

Vous ne me reprocherez pas, je l'espère, cher Sir Robert, cet épanchement confiant et amical, et vous voudrez bien agréer l'assurance de mes très dévoués sentiments.

*J. Paul, arch. de Montréal*